



ENQUÊTE SUR L'APPLICATION DU PACTE MONDIAL EN 2010

Principales constatations

À propos de l'enquête/méthodologie

Lancée en 2008, l'enquête sur l'application du Pacte mondial est un sondage annuel en ligne, auquel les signataires du Pacte mondial participent anonymement, partout dans le monde. Elle permet de faire le point sur les performances environnementales et sociales et d'identifier les tendances et les développements liés au développement durable des entreprises. Les plus de 6 000 entreprises signataires du Pacte mondial ont été invitées à participer à l'édition 2010 de cette enquête, qui a eu lieu en novembre/décembre 2010. L'enquête a été administrée et analysée par une équipe d'étudiants en doctorat et en MBA de la Wharton School, université de Pennsylvanie.

Elle a reçu 1 251 réponses, depuis 103 pays. Avec un taux de participation de plus de 20 pourcent, l'enquête 2010 est globalement représentative de la base des signataires du Pacte mondial, en particulier concernant la région et l'année où l'entreprise a rejoint l'initiative.

Une image contrastée des performances

- L'enquête annuelle révèle une image contrastée des performances en matière de durabilité, car les participants couvrent toutes les étapes du développement et de la sophistication de leurs efforts en termes de responsabilité sociale des entreprises.
- Les pratiques de presque trois quarts des signataires du Pacte mondial se situent au niveau débutant ou intermédiaire et seulement un quart considère que ses efforts sont plus avancés.
- Les performances des grandes entreprises et des entreprises cotées en bourse sont plus élevées à tout point de vue.
- Pour les entreprises de toutes tailles, les questions d'environnement et de travail sont beaucoup plus souvent abordées que les droits de l'homme et la corruption, ce qui est apparu dans toutes les enquêtes annuelles, jusqu'à présent.
- Les performances des signataires les plus récents sont inférieures à celles des entreprises les plus anciennes dans le Pacte mondiale. Une analyse approfondie a révélé un mouvement positif des entreprises qui ont rejoint le Pacte mondial en 2009, si l'on compare l'application des politiques et des actions en faveur des principes entre 2009 et 2010.

Impact du Pacte mondial

- Par rapport à 2009, le pourcentage d'entreprises signalant un impact positif du Pacte mondial sur leurs efforts en matière de responsabilité sociale a augmenté significativement.
 - Soixante-dix-neuf pourcent des entreprises indiquent au moins un impact modéré depuis leur engagement dans le Pacte mondial, soit une augmentation de 12 pourcent par rapport à 2009.



United Nations Global Compact

- Trente-cinq pourcent des entreprises indiquent que leur participation au Pacte mondial les a significativement aidées à progresser ou est essentiel à la progression de leurs politiques et pratiques relatives à la responsabilité sociale des entreprises, soit une augmentation de 9 pourcent par rapport à 2009.
- Les entreprises de toutes les tailles ont signalé un plus grand impact en 2010.

Comparaison 2009-2010

- En 2010, le taux d'application dans le domaine des droits de l'homme et du travail est resté le même qu'en 2009.
- Les politiques et les actions en faveur des principes sur l'environnement ont connu une importante augmentation.
 - L'application de la politique environnementale a connu des augmentations, en particulier pour les politiques concernant le triple bilan (+5 pourcent), la production (+5 pourcent) et la consommation durable (+11 pourcent). Les PME ont signalé des progrès dans la plupart des domaines, notamment ceux liés à la production (+11 pourcent) et à la consommation (+18 pourcent).
 - Les entreprises de toutes les tailles ont signalé une augmentation de l'application des politiques concernant la consommation durable, qui est la politique environnementale la plus courante avec un taux général de 71 pourcent.
 - Les entreprises ont indiqué de meilleurs taux d'actions environnementales, en particulier dans les domaines du système de gestion (+15 pourcent), de l'évaluation du cycle de vie (+6 pourcent) et des rapports sur les émissions de gaz à effet de serre. (+5 pourcent).
- Le domaine de la lutte contre la corruption a connu un regain d'application des politiques et des actions, après une chute en 2009.
 - Des progrès ont été réalisés par les entreprises de toutes les tailles, concernant l'existence de politiques de lutte contre la corruption (soit des politiques explicites, soit dans le règlement intérieur de l'entreprise) et dans le domaine de la tolérance zéro.
 - Les actions de lutte contre la corruption ont augmenté en 2010, dans les domaines des systèmes de gestion (+6 pourcent), de la formation et de la sensibilisation (+6 pourcent), de la mise à disposition du public de la politique de lutte contre la corruption (+4 pourcent) et des assistances téléphoniques de dénonciation anonyme des actes de corruption (+3 pourcent).
- Aucune diminution significative de l'application générale n'est apparue entre 2009 et 2010 dans les domaines principaux. Cependant, des variations sont apparues en regardant les résultats par taille d'entreprises.

Taille des entreprises et type de propriétaires

- L'écart entre les performances des petites et des grandes entreprises est énorme sur presque tous les fronts. Par exemple :



United Nations Global Compact

- Les principes concernant des droits de l'homme sont abordés dans le règlement intérieur de 89 pourcent des grandes entreprises (plus de 50 000 employés), contre 56 pourcent dans les PME.
- Les actions de lutte contre la corruption varient largement entre les PME et les grandes entreprises, y compris pour la mise à disposition de lignes d'assistance téléphonique anonymes (9 pourcent contre 68 pourcent), le signalement des actes de corruption (12 pourcent contre 57 pourcent) et les systèmes de gestion de la lutte contre la corruption (23 pourcent contre 65 pourcent).
- Dans une minorité de cas, toutes les entreprises (toutes tailles confondues) indiquent un fort taux d'application, par exemple, concernant les politiques de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des chances. Dans d'autres cas, toutes les entreprises ont des difficultés, par exemple, pour l'évaluation de l'impact sur les droits de l'homme et la dénonciation des commissions ou des actes de corruption. Il s'agit de rares exceptions dans un schéma global indiquant des écarts importants entre les entreprises de taille différente.
- Le Pacte mondial a remarqué des variations claires dans les performances des entreprises cotées en bourse, les entreprises d'intérêt privé et les entreprises d'état. Globalement, les performances des entreprises cotées en bourse sont les meilleures, suivies des entreprises d'état, puis des entreprises d'intérêt privé. Par exemple :
 - Les entreprises cotées en bourse surveillent et divulguent leurs efforts de lutte contre la corruption deux fois plus que les entreprises d'intérêt privé.
 - Quarante pourcent des entreprises cotées en bourse indiquent avoir une politique explicite concernant les droits de l'homme, contre un taux global de 26 pourcent.
 - Les entreprises cotées en bourse et les entreprises d'état déclarent adhérer aux cadres institutionnels et aux négociations collectives bien plus souvent que les entreprises d'intérêt privé.

Zoom sur les politiques et sur les actions

Politiques

- Environ deux tiers des participants à l'enquête ont déclaré appliquer au moins l'une des principales politiques relatives à chaque thème du Pacte mondial, avec un plus grand nombre de politiques et une plus grande couverture pour l'environnement et le travail.
- Plus de 80 pourcent des participants indiquent avoir mis en place des politiques de lutte contre la discrimination et pour l'égalité des chances au travail et plus de 65 pourcent déclarent disposer de politiques environnementales dans plusieurs domaines, notamment les cibles et les indicateurs, la production et la consommation durable.
- Environ 70 pourcent des entreprises déclarent aborder les droits de l'homme et la lutte contre la corruption dans leur règlement intérieur général. Mais elles sont bien moins nombreuses à mettre en œuvre des politiques plus spécifiques. Vingt-six pourcent déclarent disposer d'une politique explicite concernant les droits de l'homme. Concernant la lutte contre la corruption, une minorité d'entreprises dispose de politiques visant à limiter la valeur des cadeaux (38 pourcent), concernant les dons aux organisations caritatives (32 pourcent) ou encore la divulgation des contributions politiques (10 pourcent).



United Nations Global Compact

Actions

- Environ 60 pourcent des entreprises déclarent prendre des mesures concernant l'environnement et le travail, tandis que les droits de l'homme et la lutte contre la corruption présentent des taux bien inférieurs.
- La formation des employés et la sensibilisation restent les actions les plus courantes dans tous les domaines.
- Les entreprises ont des difficultés à surveiller et à évaluer leurs performances, ainsi qu'à divulguer publiquement leurs politiques et leurs pratiques spécifiques pour chaque domaine. C'est le domaine des droits de l'homme qui est le moins appliqué. En effet, moins de 25 pourcent des entreprises déclarent surveiller ou divulguer leurs pratiques. Il est suivi par la lutte contre la corruption, avec un taux d'application légèrement supérieur de 30 pourcent. Les taux de surveillance et de divulgation dans les domaines du travail et de l'environnement sont plus élevés, avec environ 40 et 50 pourcent, respectivement.
- Une minorité des entreprises qui ont répondu à l'enquête pratique le dialogue multipartite : environ 30 pourcent ou moins pour chaque thème. Ce chiffre est cohérent avec les constatations des éditions de 2009 et de 2008.

Conseils d'administration

- Quarante-sept pourcent des entreprises déclarent que leur conseil d'administration met au point ou évalue les stratégies ou les pratiques relatives à la responsabilité sociale de l'entreprise. Un nombre similaire indique des actions spécifiques comme la création d'un sous-comité responsable du développement durable ou l'approbation des rapports publics.
- Environ 60 pourcent des entreprises publiques déclarent que leur conseil d'administration désigne un sous-comité responsable du développement durable et approuvent les rapports, contre 40 pourcent des entreprises privées. Cet écart s'élargit si l'on regarde ces actions en fonction de la taille des entreprises, avec environ 70 pourcent des grandes entreprises contre 30 pourcent des PME.

Engagement des filiales

- Soixante-dix-neuf pourcent des entreprises déclarent faire au moins des efforts modérés pour étendre dans leurs filiales leur engagement envers le Pacte mondial et 28 pourcent demandent à leurs filiales d'appliquer les principes et d'évaluer leurs progrès. Ces chiffres sont cohérents avec les constatations des éditions de 2009 et de 2008. La taille et le type de propriétaires n'ont aucune influence significative sur l'engagement des filiales.
- Parmi les entreprises qui étendent à leurs filiales leur engagement envers le Pacte mondial, environ la moitié a créé un poste lié à la responsabilité sociale de l'entreprise dans la filiale (44 pourcent) et évalue les actions des filiales par le biais de rapports adressés à la société-mère (45 pourcent).

Chaîne logistique

- La majorité des entreprises (65 pourcent) envisage d'adhérer aux principes relatifs au développement durable dans la chaîne logistique et 12 pourcent demandent à leurs fournisseurs de signer le Pacte mondial pour pouvoir être choisis comme partenaires. Ce chiffre augmente en même temps que la taille de l'entreprise : 26 pourcent des entreprises ayant plus de 50 000 employés demandent à leurs fournisseurs d'appliquer les principes du Pacte mondial.



United Nations Global Compact

- Un nombre significatif d'entreprises (18 pourcent) déclare ne pas tenir compte du tout du thème du développement durable vis-à-vis de ses fournisseurs. La principale raison invoquée est que le développement durable de la chaîne logistique n'est pas une priorité pour l'entreprise, suivie du manque de connaissances sur la manière d'intégrer les principes dans leur approvisionnement.
- Les entreprises ont du mal à aider leurs fournisseurs à améliorer leur observance des principes du Pacte mondial et une petite minorité prend des mesures comme aider ses fournisseurs à se fixer des objectifs, fournir une formation ou récompenser les fournisseurs dont les performances en matière de développement durable sont bonnes.
- La remédiation, en particulier, est un domaine difficile. En effet, seulement 14 pourcent des entreprises révisent les plans de remédiation et 9 pourcent vérifient les actions ultérieures des fournisseurs concernant les améliorations nécessaires. Ces chiffres augmentent seulement légèrement pour les grandes entreprises.

Actions en faveur des autres objectifs et thèmes des Nations Unies

- Soixante-seize pourcent des entreprises déclarent prendre des mesures en faveur des autres objectifs et thèmes des Nations Unies, la viabilité écologique et l'éducation étant les principaux thèmes visés.
- Parmi ces entreprises, une majorité déclare utiliser son cœur de métier, l'investissement social et des stratégies de plaidoyer.
- Parmi tous les participants, 56 pourcent mettent en place des projets de partenariat, la plupart du temps au niveau local et avec des ONG, des entreprises, des universités ou leur gouvernement.
- Les petites comme les grandes entreprises alignent leurs stratégies relatives à leur cœur de métier avec la défense publique des objectifs des Nations Unies. Cette constatation est remarquable, étant donné la disparité des performances observée en fonction de la taille de l'entreprise. Suivant une tendance plus importante visant à se construire une place sur le marché en pleine expansion de la viabilité, presque 42 pourcent des participants ont déclaré mettre au point des produits et des services, ou créer des modèles commerciaux visant à contribuer aux priorités des Nations Unies.

[Télécharger la Revue Annuelle du Pacte Mondial \(en anglais\)](#)